Demande présentée avec l'aide d'un avocat pour une instance criminelle - Adultes

Le présent formulaire est réservé au demandeur adulte qui n'est pas en détention mais faisant l'objet de poursuites criminelles. Le formulaire ne doit pas être utilisé pour des accusations qui pourraient relever de la Gestion de causes majeures (GCM). Les formulaires incomplets ainsi que les formulaires pour lesquels il manque des documents requis et ceux qui ne répondent pas aux critères énoncés à la section 2 ne seront pas traités.

Le formulaire est utilisé pour la demande initiale remplie par l'avocat au nom du client pour entamer la procédure. Lorsque les renseignements fournis répondent aux critères d'admissibilité, les certificats seront traités et envoyés directement à l'avocat.

Si l'admissibilité financière ne peut pas être vérifiée ou s'il n'existe pas dans les dossiers d'AJO une déclaration de Consentement à l'examen des dossiers en vigueur, les demandeurs pourraient devoir appeler AJO au **416 979-1446** ou au numéro sans frais **1 800 668-8258** pour finaliser la demande initiale.

Section 1 : Renseignements sur l'adulte

Nom :

Coordonnées :

Adresse fixe ou lorsqu'en liberté :

Unité ou app. :

Ville :

Province :

Code postal :

Téléphone :

Courriel :

Date de naissance :

Sexe : ○ Homme ○ Femme ○ X ○ Inconnu

Statut au Canada :

Numéro de client à AJO :

Avez-vous un avocat? ○ Oui ○ Non

Si oui, indiquez le nom de l'avocat de votre choix : _____

Auto-identification autochtone

Vous identifiez vous comme une personne des Premières Nations, métisse, inuite, autre? ○ Oui ○ Non

Si oui :

- ○ Premières Nations
  - ○ avec statut
  - ○ sans statut
  - ○ Dans une réserve
  - ○ Hors réserve
- ○ Métisse
  - ○ Inscrit
  - ○ Non inscrit
- ○ Inuite
- ○ Autre _____

Auto-identification relative à l'appartenance raciale

- ○ Asiatique – Est (p. ex., Chinois(e), Japonais(e), Coréen(ne))
- ○ Asiatique – Sud-Est (p. ex., Malaisien(ne), Philippin(e), Vietnamien(ne))
- ○ Asiatique – Sud (p. ex., Indien(ne), Pakistanais(e), Sri-Lankais(e))
- ○ Noir(e) – Africain(e) (p. ex., Ghanéen(ne), Kényan(e), Somalien(ne))
- ○ Noir(e) – Antillais(e) (p. ex., Barbadien(ne), Jamaïquain(e))
- ○ Noir(e) – Nord-Américain(e) (p. ex., Canadien(ne), Américain(e))
- ○ Indien(ne) – Antillais(e) (p. ex., Guyanien(ne) d'origine indienne)
- ○ Latino-Américain(e) (p. ex., Argentin(e), Chilien(ne), Salvadorien(ne))
- ○ Moyen-oriental(e) ou Nord-Africain(e) (p. ex., Égyptien(ne), Iranien(ne))
- ○ Rom
- ○ Blanc(he) – Nord-Américain(e) (p. ex., Canadien(ne), Américain(e))
- ○ Blanc(he) - Européen(ne) (p. ex. : Anglais(e), Italien(ne), Portugais(se), Russe)
- ○ S'est identifié comme autochtone à la partie sur l'auto-identification autochtone ci-dessus
- ○ Préfère ne pas répondre

- ○ Je ne sais pas
- ○ Pas demandé
- ○ Autre (veuillez préciser) :

Section 2 : Renseignements juridiques sur l'affaire

Le demandeur a-t-il versé de l'argent à un avocat dans la cadre de cette instance? ○ Oui ○ Non

Si oui : $

Accusations courantes et date(s) des faits :

Prochaine date de comparution :

Lieu du tribunal :

Nombre de comparutions :

« infraction similaire » s'entend de la même catégorie d'accusations. Par exemple :

- Les infractions d'omission de se conformer incluent toutes les violations d'ordonnances judiciaires
- Les infractions de voies de fait comprennent toutes les accusations liées aux voies de fait
- Les infractions mettant en jeu une arme à feu comprennent toutes les accusations portant sur des armes à feu, y compris la simple possession ou l'entreposage
- Les infractions de fraude incluent toutes les accusations de fraude et de faux documents
- Les infractions de conduite avec facultés affaiblies incluent toutes les infractions liées à la conduite avec facultés affaiblies, mais pas d'autres accusations d'infractions liées à la conduite automobile

Partie 1

Peut être admissible au programme de certificats si une des conditions suivantes est présente. Suivant les renseignements du synopsis, veuillez cocher tous celles qui sont présentes. S'il n'y en a aucune, passez à la Partie 2.

- ☐ Déclaré coupable de la même infraction et a purgé une peine d'emprisonnement, au cours des deux dernières années
- ☐ Accusé d'une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement maximale de 14 ans ou plus.
- ☐ Accusé d'une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement minimale pour une première déclaration de culpabilité.
- ☐ Le procureur de la Couronne demande une peine d'emprisonnement après déclaration de culpabilité (l'emprisonnement comprend une ordonnance de sursis, une détention provisoire + 1 jour indiquée officiellement au dossier).
- ☐ Accusé de conduite avec faculté affaiblie et a été reconnu coupable d'une infraction de conduite avec facultés affaiblies au cours des cinq dernières années
- ☐ Accusé de conduite avec faculté affaiblie et a été reconnu coupable d'une infraction de conduite avec facultés affaiblies il y a plus de cinq ans et le procureur de la Couronne s'appuie sur un Avis de demande d'une peine plus sévère
- ☐ Toute accusation d'agression sexuelle lorsque le plaignant est âgé de moins de seize ans
- ☐ Toute accusation liée aux armes à feu (Saül l'entreposage) en conjonction avec une accusation d'infraction avec violence
- ☐ Le procureur de la Couronne a décidé d'engager la poursuite par voie de mise en accusation pour des infractions mixtes

- ☐ Le procureur de la Couronne a décidé d'engager la poursuite par voie de mise en accusation pour des infractions mixtes
- ☐ Le procureur de la Couronne demande formellement une évaluation de « non-responsabilité criminelle » au tribunal
- ☐ Ordonnance de détention après une audience de mise en liberté sous caution
- ☐ Accusé de possession en vertu de la LRCDAS pour des quantités dépassant les suivantes :
    - Cocaïne en poudre - 28 grammes
    - Hydrocodone/Hydromorphone/Oxycodone/Oxymorphone - 100 comprimés
    - Crack – 3,5 grammes
    - Méthamphétamine en cristaux et autres méthamphétamines – 1,0 gramme
    - Héroïne ou fentanyl – n'importe quelle quantité

Partie 2

Peut être admissible au programme de certificats si deux ou plusieurs des conditions suivantes sont présentes. Suivant les renseignements du synopsis et le casier judiciaire, veuillez cocher toutes celles qui sont présentes.

- ☐ Une ou de plusieurs déclarations de culpabilité criminelles (sans peine d'emprisonnement), au cours des quatre dernières années, pour une ou plusieurs accusations similaires.
- ☐ Actuellement en probation pour une ou plusieurs infractions similaires
- ☐ Une ou plusieurs accusations similaires déjà devant les tribunaux.
- ☐ Une infraction mettant en jeu un abus de confiance, à l'exception d'accusations de violence envers un partenaire intime
- ☐ Selon les allégations, l'infraction était motivée par des préjugés ou la haine fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, un handicap mental ou physique, l'orientation sexuelle ou l'orientation de genre ou l'expression de l'orientation de genre.
- ☐ Le plaignant est présumé être une personne vulnérable (jeune de moins de 18 ans, personne âgée de plus de 65 ans, personne ayant des troubles mentaux, personne ayant une déficience intellectuelle).

☐ Allégations d'utilisation d'une arme qui est désignée comme pouvant servir à causer la mort ou une blessure (p. ex., couteau, hache, arbalète)

☐ Dommages/montant irrécouvrable de 2 000 $ ou plus

Section 3 : Renseignements financiers

Les renseignements financiers du demandeur, de son conjoint et de la personne responsable doivent être fournis.

Taille de l'unité familiale :

État matrimonial : ○ Célibataire ○ Marié ○ Conjoint de fait ○ Divorcé ○ Séparé ○ Veuf

Conjoint - Nom (prénom, second prénom, nom) :

Nombre de personnes à charge résidant au foyer :

Verse une pension alimentaire pour des personnes à charge résidant hors du foyer : $ /mois

Fonds saisis :

Logement : ○ Locataire ○ En établissement carcéral ○ Propriétaire ○ Chambreur payant ○ Chambreur non payant ○ À l'hôpital ○ Itinérant ○ En maison d'hébergement ○ Autre

Actifs :

Propriété – adresse, valeur marchande, hypothèque

Income

Type de revenu	Demandeur Revenu mensuel brut	Conjoint/Personne responsable Revenu mensuel brut
Emploi	$	$
Assurance-emploi (AE)	$	$
Pension de la sécurité de la vieillesse (SV) / Régime de revenu annuel garanti (RRAG)	$	$
Ontario au travail (OT)*	$	$
Demande présentée à Ontario au travail	$	$
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH)	$	$
Pension	$	$
Pension alimentaire pour conjoint	$	$
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	$	$
Travailleur autonome	$	$
Autre	$	$

* Numéro d'identification de l'aide sociale (OT/POSPH :

Frais médicaux :

Type / description:

Montant mensuel :

Confirmation

Le fait de soumettre ce formulaire ne garantit pas une aide juridique dans le cadre du programme de certificat d'Aide juridique Ontario (AJO). Le demandeur doit répondre aux critères d'admissibilité requis. Lorsque les renseignements fournis répondent aux critères d'admissibilité, les certificats seront traités et envoyés directement à l'avocat (s'il existe des antécédents avec l'avocat dans le dossier à AJO) par l'entremise d'*Aide juridique en ligne*; autrement, le certificat sera envoyé au demandeur.

Les demandes présentées avec l'assistance d'un avocat seront traitées en 3 à 5 jours ouvrables. Si la confirmation du certificat n'est pas reçue dans ce délai, veuillez aviser le demandeur de communiquer avec AJO.

- Toronto : 416 979-1446
- Sans frais : 1 800 668-8258.

☐ En soumettant ce formulaire, j'atteste que le demandeur a consenti verbalement à ce que je soumette cette demande en son nom. Je confirme, autant que je sache, que les renseignements fournis dans le présent formulaire sont complets, véridiques et exacts. J'ai vérifié que le demandeur comprend qu'Aide juridique Ontario pourrait recouvrer le coût des services d'aide juridique, conformément à l'article 13 de la *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique*, et qu'il consent que le certificat me soit envoyé directement.

Nom : _____ Date : _____

Signature : _____

Soumettre à LawyerAssistedApp@lao.on.ca | Enregistrer | Imprimer | Réinitialiser

Les renseignements personnels figurant dans le présent formulaire sont recueillis en vertu de la *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique* aux fins de la prestation de services d'aide juridique en application de la LSAJ.

Les questions à ce sujet doivent être adressées à l'agent(e) de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée, à fippa@lao.on.ca ou au 1 800 668-8258.

LEGAL AID ONTARIO
AIDE JURIDIQUE ONTARIO